

LE MÉCANISME D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

DOCUMENT D'INFORMATION À L'INTENTION DES MÉDIAS

- Le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (MEPC) a été institué à titre provisoire par les parties contractantes du GATT lors de l'examen de mi-parcours de l'Uruguay Round. Il est entré en vigueur le 12 avril 1989. Le MEPC devra être révisé à la fin de l'année pour apporter toute amélioration requise au processus et confirmer ces améliorations.
- Le MEPC a deux objectifs:
 - (a) rehausser le niveau de transparence au sein du système commercial multilatéral en augmentant la capacité du GATT de contrôler et d'évaluer les politiques commerciales de ses membres; et
 - (b) augmenter la crédibilité du GATT par une surveillance accrue du système commercial mondial.
- D'ici la fin de l'année courante, les politiques commerciales des quatre principales parties contractantes (le Canada, les États-Unis, la Communauté européenne et le Japon) auront été examinées, tout comme celles de huit autres pays. Le calendrier prévoit l'examen annuel des politiques de 16 pays à compter de 1991. Celles du Canada ont été étudiées le 30 juillet.
- Le GATT passera en revue les politiques des quatre principaux pays tous les deux ans, celles des vingt pays suivants par ordre d'importance tous les quatre ans et celles d'autres pays, tous les six ans.
- L'instauration du Mécanisme d'examen des politiques commerciales (MEPC) a considérablement augmenté la capacité du GATT d'assurer une certaine transparence par un examen exhaustif des politiques commerciales de chacune des parties contractantes. L'efficacité du système commercial multilatéral se fonde sur le principe de la transparence des mesures commerciales appliquées par les gouvernements. Jusqu'à récemment, le GATT s'en est surtout remis à l'initiative des pays concernés pour atteindre cet objectif.
- Le mécanisme d'examen utilisé jusqu'à maintenant comportait la préparation de deux rapports, l'un rédigé par le pays faisant l'objet de l'examen, et l'autre préparé à la suite d'une visite de responsables du Secrétariat du GATT dans le pays visé. Le